

Brochure n° 3228

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE**  
**DE LA RÉCUPÉRATION**

---

ACCORD DU 9 DÉCEMBRE 2014  
RELATIF À LA CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE DES MÉTIERS  
NOR : ASET1550150M  
IDCC : 637

---

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ;  
Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 ;  
Vu la loi du 4 mars 2014,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Création de l'observatoire prospectif des métiers  
et des qualifications de la branche*

Afin de disposer d'éléments objectifs d'anticipation et d'une veille prospective dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle, les parties décident de créer un observatoire prospectif de l'emploi, des métiers et des qualifications.

**Article 2**

*Missions de l'observatoire prospectif des métiers  
et des qualifications de la branche*

Observer : améliorer la connaissance dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle.

Anticiper et favoriser le changement : l'observatoire doit être un lieu de concertation, un outil de diagnostic et une instance technique d'aide à la décision.

Communiquer les résultats, favoriser les échanges et partenariats : la diffusion des travaux de l'observatoire devra permettre la sensibilisation des partenaires aux priorités définies par la branche.

Par ailleurs, une mission spécifique est attribuée à l'observatoire : l'administration des CQP de branche. Ces missions recouvriront principalement :

- information et promotion des CQP ;
- coordination et suivi du réseau des organismes de formation ;
- inscriptions/gestion des flux ;
- organisation des certifications.

Celles-ci seront confiées à un tiers.

### Article 3

#### *Pilotage de l'observatoire*

Un comité de pilotage des travaux confiés à l'observatoire sera mis en place dès l'entrée en vigueur du présent accord.

Son fonctionnement est confié à la CPNEFP. Il est composé :

- d'un collège salariés comprenant deux représentants, membres de la CPNEFP, désignés par chaque organisation syndicale signataire ;
- d'un collège employeurs comprenant le même nombre de représentants.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes, conformément au code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 9 décembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FEDEREC.

**Syndicats de salariés :**

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNST CGT ;

FGT SNED CFTC.